

Adeline Lee

# LES FRANÇAIS DE MAUTHAUSEN

PAR-DELÀ LA FOULE DE LEURS NOMS

Préface de Thomas Fontaine

Tallandier

Couverture : la photographie porte la mention dorsale en russe « Détenus Français à Mauthausen, 1945. Auteur photo prise le 10 mai 1945 à Mauthausen : Lambros Anatoli Pavlovitch ». Les hommes posent autour de Maurice Billotte, responsable du Block 12 dont il porte le brassard. Ont été identifiés par Serge Choumoff : Maurice Passard (troisième rangée à l'extrême gauche) ; à sa gauche, un peu en-dessous et torse nu : Jean Sculfort ; la tête à gauche de celle de Maurice Billotte : Louis Serre ; sur la rangée du fond : Jacques Collardey, Max Desplaces et le Polonais arrivé de Romainville Stanislas Lach. © AN 88/AJ/563/1, pièce n° 4.

Cet ouvrage a été publié avec le soutien de l'Amicale de Mauthausen

© Éditions Tallandier, 2021  
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

ISBN : 979-10-210-4792-1

## PRÉFACE

Le livre que vous allez découvrir est le fruit d'une impressionnante recherche socio-historique, en quête des neuf mille Français déportés au camp de concentration nazi de Mauthausen.

L'ambition de l'auteure est d'abaisser et de franchir « les barrières entre eux et nous », celles qui nous ont longtemps fait croire que nous ne pourrions jamais envisager de connaître l'expérience vécue par ces hommes et ces femmes. Pour mesurer le chemin à parcourir afin de distinguer ces visages, il faut se rappeler que « la foule de leurs noms » – pour reprendre les très beaux mots d'Aragon – s'identifia d'abord totalement avec le camp. Souvenons-nous de la préface de Jean-Richard Bloch, codirecteur du quotidien communiste *Ce soir*, au premier témoignage publié sur Mauthausen, signé par Paul Tillard quelques semaines après son retour de déportation : « Ce livre n'a pas besoin d'être présenté. Pas plus que Mauthausen, Dachau, Dora, Auschwitz, Ravensbrück, Bergen-Belsen, Sachsenhausen, Buchenwald, n'ont encore besoin d'être définis. Chacun de ces noms a pris une valeur absolue, existe dorénavant dans la mémoire des peuples comme un élément, et provoque par soi-même une brûlure instantanée<sup>1</sup>. » À l'été 1945, au moment où les déportés survivants sont rapatriés, les camps nazis occupent le devant de la scène et ils ont une claire signification dans l'opinion publique : celle de l'horreur absolue, qui « brûle » les consciences. La vision de ces immenses charniers, de ces corps nus, décharnés et entassés, de ces squelettes carbonisés est dans toutes les têtes. Les « portes de l'enfer sont ouvertes », comme l'écrit alors le journaliste John Berkeley dans *Cadran*. La « foule de leurs noms » fut d'abord lue comme une « masse » compacte, indifférenciée, ayant subi l'horreur du système concentrationnaire nazi.

Ainsi, dans ces premiers récits, comme dans beaucoup d'autres ensuite, surgit une définition forgée par la même expérience traumatique et la même dénonciation de la négation de la personne humaine, qui marque et emplit durablement l'espace de la remémoration de la Déportation. David Rousset n'a pas franchi la porte de Mauthausen, mais celle de Buchenwald. Pour autant, ses premiers

mots de survivant ne décrivent qu'un seul camp de l'« univers concentrationnaire » nazi, ne parlent que pour un seul collectif, ce « peuple nu », que l'ancien déporté évoque magnifiquement :

« Des hommes rencontrés de tous les peuples, de toutes les convictions, lorsque vent et neige claquaient sur les épaules, glaçaient les ventres aux rythmes militaires, stridents comme un blasphème cassé et moqueur, sous les phares aveugles, sur la Grand'Place des nuits gelées de Buchenwald ; des hommes sans convictions, hâves et violents ; des hommes porteurs de croyances détruites, de dignités défaites ; tout un peuple nu, intérieurement nu, dévêtu de toute culture, de toute civilisation, armé de pelles et de pioches, de pics et de marteaux, enchaîné aux Loren<sup>2</sup> rouillés, perceur de sel, déblayeur de neige, faiseur de béton ; un peuple mordu de coups, obsédé des paradis de nourritures oubliées ; morsure intime des déchéances – tout ce peuple le long du temps. Et, dans un fantastique agrandissement d'ombre, des grotesques, ventre béant d'un rire désarticulé : obstination caricaturale à vivre<sup>3</sup>. »

De manière très significative, depuis la découverte du système concentrationnaire nazi, le mot « déporté » ne signifie plus une personne déplacée contre son gré, il désigne l'interné souffrant des camps de concentration. La structure la plus fréquente des récits des victimes offre ainsi peu de place à une présentation détaillée des formes de l'engagement ou aux politiques nazies. La description sociologique fine des déportés eux-mêmes y est absente. Le déporté que l'on découvre dans les témoignages publiés dès l'immédiat après-guerre n'est pas le résistant pris dans les filets de la déportation, ou le jeune homme essayant d'échapper au Service du travail obligatoire en franchissant les Pyrénées, encore moins le raflé au hasard qui ignore tout des logiques nazies ordonnant les convois *Meerschaum*, c'est avant tout celui qui subit l'horreur des camps. Un déporté se définit donc d'abord par son expérience concentrationnaire, qu'il cherche ou non à lui donner du sens, qu'il nous renseigne fidèlement ou non sur ce que le poète Jean Cayrol, qui ne se résoudra jamais à retracer ses deux années vécues à Gusen, nomme le « concentrationnat<sup>4</sup> » et auquel François Mauriac écrit à son retour à Bordeaux : « Jean, vous n'êtes plus de notre monde<sup>5</sup>. »

Mais ces déportés avaient leurs histoires, leurs vécus. Ils n'avaient pas été plongés dans l'horreur pour les mêmes raisons, ni selon les mêmes processus. Et leurs mémoires furent différentes. Tel est le premier objectif qu'Adeline Lee s'est donné : étudier le peuple des Français déportés à Mauthausen dans son unité et toute sa diversité, le sortant ainsi de l'ombre de la « dernière forteresse<sup>6</sup> ».

Cet enjeu est essentiel, ce qui rend ce livre novateur. En effet, l'historiographie s'est d'abord et longtemps penchée sur le système concentrationnaire nazi pour le décrire et le comprendre, en mettant du temps à observer et à suivre précisément les hommes et les femmes qui y étaient déportés, à élaborer ce que Germaine Tillion, en pionnière, a appelé des « types de destins<sup>7</sup> ». Au sein

du Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale, l'ancienne déportée et ethnologue appelait à écrire cette histoire de la Déportation depuis la France, de telle sorte que soient saisis les logiques et les parcours à l'œuvre :

« Quels entraînements, quelles déterminations ont-ils subis, ces numéros qui s'alignent dans d'interminables colonnes ? Quelle a été sur eux l'influence de leur classe sociale, de leur métier, de leur formation religieuse, de leurs appartenances politiques ? Et que sont devenus ces petits bagages dans la tourmente ? »

Pour mieux croiser et mettre en perspective ces « destins », il fallait s'immerger dans la « foule de leurs noms », les recenser, les identifier, les connaître, retracer les parcours en amont, et les éclairer à l'aune de toutes les archives disponibles, dont celles du camp relues dans cette perspective. Germaine Tillion avait posé l'intérêt de cette prosopographie d'envergure réalisée aujourd'hui par Adeline Lee pour les Français de Mauthausen :

« On peut concevoir l'histoire comme la somme d'une infinité de destins originaux dont pas un seul n'en reproduit identiquement un autre, mais parmi lesquels, cependant, si nous les connaissions tous, il serait possible de choisir plusieurs points qui permettraient d'apparier des séries – car s'il n'y a pas deux destins identiques, les “types de destin” sont cependant en nombre limité. »

C'est donc une histoire de vie(s), collective et incarnée, complexe et dynamique, qu'Adeline Lee nous invite à lire. Les « destins » de ceux de Mauthausen s'affichent non pas seulement telles les photographies en instantané de cette cohorte, mais comme un film, en mouvement. C'est pourquoi il était pertinent d'observer un groupe national, en le saisissant dans la durée, d'abord dans la complexité de sa formation, en partant des engagements et des arrestations de ceux qui le composent, en suivant les chemins qui mènent à Mauthausen et à ses *Kommandos*. L'auteure observe ainsi les dynamiques à l'œuvre, en étudiant les politiques répressives des bourreaux, dont le classement en catégorie III – celle des détenus dangereux – propre au seul camp de Mauthausen, ou les programmes successifs des déportations massives. Elle le fait sans négliger les rapports humains qui se créent simultanément chez les victimes. Elle retrace ensuite leurs trajectoires concentrationnaires, dans toutes leurs dimensions, grâce aux archives des camps scrupuleusement étudiées et grâce aux innombrables fils de vie tissés avant la guerre, sous l'Occupation et en résistance, puis en déportation. Elle porte attention aux mailles de l'après, celles d'une histoire et de mémoires fraternelles, stimulantes ou inquiètes. Car, il faut le souligner, l'histoire ne s'arrête pas à la découverte des camps par les troupes alliées, avec la libération tant attendue qui souvent conclut les récits des survivants. Elle se

poursuit avec « leur » après-guerre. Cette approche dynamique qui fait la singularité de ce livre se nourrit ainsi – c’est une richesse ! – de toutes les étapes d’une histoire humaine qui ne commence ni ne finit à la porte de la forteresse de granit. Et, à l’instar des mots de Marc Bloch – « Il n’y a qu’une science des hommes dans le temps, et qui sans cesse a besoin d’unir l’étude des morts à celle des vivants » –, précisons qu’elle est aussi fertile pour ceux qui sont revenus que pour ceux dont la trajectoire fut brisée au camp.

Ce regard pénétrant sur le groupe des Français offre également l’intérêt de voir le système changer, d’observer ses géographies et ses temporalités, ses logiques en mutation, pour une profondeur de vue nouvelle sur le système concentrationnaire.

Ce changement de focale n’aurait pas été possible sans un vaste dépouillement de sources. Quelle recherche ! Il suffit de compulser la liste, de se rappeler qu’ont été ouverts des milliers de dossiers individuels de déportés, constitués après la guerre, pour mesurer l’ampleur du travail mené et de ses questionnements.

Or, intérêt supplémentaire de cette démarche, un certain nombre de sources connues ont pu être réinterrogées grâce à l’étude des trajectoires individuelles. Par exemple, pour la question de l’exploitation de la main-d’œuvre concentrationnaire par les entreprises du Reich, essentielle à l’heure de la guerre totale, le croisement des objectifs de production avec les aptitudes professionnelles reportées sur la plupart des listes, des fiches individuelles et des registres du camp permet de reposer la question de la rationalité du travail forcé. Sur d’autres questions écartées jusque-là par l’historiographie, Adeline Lee apporte des éclairages nouveaux qu’il sera fertile de croiser avec d’autres études de groupe, dans d’autres camps du système.

« Tout est à présent, et le restera, sur la table de l’histoire », a écrit Pierre Daix, ancien résistant déporté à Mauthausen, au moment du 60<sup>e</sup> anniversaire de la libération des camps<sup>8</sup>. Une des forces de cette étude est d’avoir inscrit l’entrée en histoire de ce groupe des Français de Mauthausen dans sa genèse, où les anciens du camp ont joué tout leur rôle, comme témoins *et* parfois aussi en historiens. Les rapports entre témoins et historiens sont en général pensés comme une tension entre deux acteurs sociaux aux intérêts divergents : les premiers portant avant tout une mémoire, les seconds apportant un savoir scientifique vérifié. Mais ce schéma minimise la relation personnelle qu’un témoin entretient avec l’Histoire et il fige, sans guère d’évolutions, cette tension entre les acteurs d’une période et ceux qui en font l’analyse. Cette recherche a su sortir de cette tension stérile et souvent fausse – on l’observe tout particulièrement dans le cas de ceux de Mauthausen. En débutant son travail dans la continuité de la publication du *Livre-Mémorial des déportés arrêtés par mesure de répression* de la Fondation pour la mémoire de la déportation, puis en toute indépendance en relation avec l’Amicale des survivants et des familles de Mauthausen, Adeline

Lee s'est au contraire confrontée à un savoir, à sa construction, à cette question essentielle de la légitimité à écrire cette histoire. Et la richesse de son travail démontre à nouveau que cette mise en perspective est indispensable à ce sujet de la Déportation empli – mais c'est sa force – de cette « foule de leurs noms » et de cette somme d'expériences intimes, traversé de passions et de débats, parfois polémiques, car tenaillé par une exigence impatiente d'Histoire.

Il est important de souligner le rôle joué par l'Amicale française des survivants et des familles de Mauthausen, elle qui a su depuis une quarantaine d'années soutenir la recherche sur ce camp et ses visages, dont ce livre était un résultat espéré et attendu. Car si la raison d'être d'une amicale des rescapés fut de porter le deuil des disparus, l'une de ses premières exigences impérieuses fut de tenter de les ramener dans le champ de la connaissance, une insistance haut portée par ses responsables les plus tenaces. Il est significatif qu'elle en appelle à l'histoire et aux historiens, dès les listes collationnées et imprimées du journal *Le Camp libre*, avant même le rapatriement ; dès le signal lancé sur le granit du monument français de Mauthausen ; et durant les décennies qui suivirent. Non sans échecs et reculs parfois, ce livre le raconte. En décembre 1978, le conseil d'administration de l'Amicale crée une « commission pour l'histoire », pour promouvoir une véritable recherche scientifique d'ampleur sur le complexe de Mauthausen. Elle initiera la thèse de Michel Fabréguet.

Pour ses membres aujourd'hui, parcourir l'index des noms en fin d'ouvrage marque sans doute un temps fort. Il est aussi émouvant pour le préfacier de ce livre de le feuilleter en pensant à ceux qui ont patiemment ouvert des voies, chacun à sa manière, et notamment à Serge Choumoff, ce grand témoin *et* chercheur, dont les combats d'historien et la ténacité du survivant ont été de puissants intercesseurs.

Gageons qu'il aurait salué ce long et magnifique travail d'Adeline Lee pour restituer l'unité et la diversité de ce groupe entier des Français de Mauthausen : une réalité historique précieuse et hautement significative.

Thomas Fontaine  
Docteur en histoire  
Directeur du Musée de la Résistance nationale





## INTRODUCTION

« Les morts ne dorment pas ils n'ont que cette pierre  
Impuissante à porter la foule de leurs noms  
La mémoire du crime est la seule prière  
Passant que nous te demandons. »

Une épitaphe gravée dans le granit, aux Français morts dans le camp de concentration de Mauthausen. Ces vers d'Aragon, demandés par un rescapé de l'univers concentrationnaire au plus célèbre poète de l'après-guerre, se trouvent sur le monument érigé en 1949 par l'Amicale française. Celui-ci constitue le premier reflet d'une mémoire et, déjà, un appel à la connaissance. Au sommet de la colonne granitique – qui rappelle la cheminée du crématoire –, un « cœur-flamme » de bronze renfermant le livre d'or incomplet des Français disparus. L'injonction des survivants prit forme, rapidement, patiemment, pendant plusieurs années, au sein de l'Amicale, pour atteindre beaucoup plus tard un dénombrement plus exhaustif constituant un nouveau monument, à l'ère de l'informatique, suffisamment puissant cette fois pour porter « la foule de leurs noms ». J'ai cherché à aller par-delà cette foule, à dépasser l'appel d'Aragon à la mémoire pour écrire l'histoire des Français de Mauthausen. Je me suis attachée à chacun de leurs parcours individuels, à tous ces groupes et ces communautés de destins. J'ai voulu reconstituer les engagements et les circonstances qui firent de ces hommes des concentrationnaires dont une partie seulement de ceux qui avaient survécu s'efforça de décrire ce qu'ils avaient traversé.

Ce positionnement a guidé l'écriture de ma thèse sur « Les Français internés au sein du complexe concentrationnaire de Mauthausen ». Ce livre en restitue la plus grande part, pour un lectorat élargi.

Alors pourquoi ce camp et ce lieu<sup>1</sup> se sont-ils imposés ? Comment une approche historique par les trajectoires des détenus est-elle à la fois possible et nécessaire ? Y a-t-il du sens, autre que mémoriel, à faire d'un groupe national – celui des Français – l'objet d'une enquête ? Il importe enfin de situer cette

recherche dans l'historiographie des camps, en insistant sur les nombreuses sources exploitées.

## POURQUOI MAUTHAUSEN ?

L'ouverture en août 1938, en Autriche, juste après *l'Anschluss*<sup>2</sup>, de ce qui allait prendre l'aspect d'une forteresse granitique – seule de ce type dans la géographie des camps – sur la rive gauche du Danube, à une vingtaine de kilomètres en aval de Linz, marque la première étape du réseau concentrationnaire nazi dans les territoires annexés par le Reich allemand. Il s'agit indubitablement d'une circonstance historique importante – elle instaure du même coup la prédation internationale du système concentrationnaire, ce dernier devenant immédiatement un outil majeur de la répression exercée au sein des peuples conquis. Mais l'événement a constitué, dans la démarche dont rend compte ce livre, une coïncidence à forte valeur symbolique, pas davantage.

Le choix de Mauthausen dans mes recherches a été déterminé par la place particulière qu'il occupe dans ce système. La classification des camps, élaborée par Reinhard Heydrich dans un texte du 2 janvier 1941<sup>3</sup>, en fait le seul KL destiné à recevoir des détenus placés dans la catégorie III, et par là même une pièce maîtresse du système répressif nazi. L'évaluation du degré de dangerosité des détenus pour l'État allemand aboutissait à leur classement dans l'une des trois catégories de *Schutzhaft* (« détention de protection »), permettant l'internement en KL sans jugement préalable. Les *Schutzhäftlinge* III, considérés comme « non rééducables » aux yeux des nazis, devaient être envoyés vers le seul camp de cette catégorie, Mauthausen. Si les témoins, qu'ils y aient été ou non déportés en raison de son statut de camp III, font état de cet aspect essentiel, les historiens mentionnent également ce statut particulier, s'empressant généralement d'ajouter que cette classification n'eut pas d'application concrète, s'appuyant sur une « réalité concentrationnaire » dont il n'est pourtant nullement question dans le décret Heydrich. Cette lecture à rebours occulte l'aspect fondamental du texte, qui mentionne que la classification se fait non en fonction des conditions de détention au sein du KL auquel on destine le détenu, mais en fonction de sa « personnalité », et l'étude des processus de déportation depuis la France occupée vers Mauthausen que nous allons mener vient d'ailleurs contredire l'idée d'un décret resté lettre morte. Cet aspect – mais ce n'est pas le seul – met en exergue l'intérêt d'associer l'étude des politiques répressives, des processus de déportation et des parcours concentrationnaires. La classification des KL, pour essentielle qu'elle soit, ne constitue pas pour autant le cadre en vertu duquel la majorité des Français sont envoyés vers le camp autrichien.

Aux côtés de la fonction politico-pénale des camps, constituant la vision dominante au sein du RSHA, et en premier lieu de son chef Reinhard Heydrich, la perception des KL comme un vivier de main-d'œuvre corvéable à merci qui était celle du SS-*Gruppenführer* Oswald Pohl, chef du SS-WVHA, ne cessa d'étendre son emprise au sein de la *Reichsleitung*-SS à mesure de l'enlèvement des troupes de la Wehrmacht sur le front russe. Si cette deuxième fonction explique pourquoi d'autres que des détenus considérés comme particulièrement dangereux furent dirigés vers Mauthausen, ce fait ne doit pas pour autant occulter la première fonction de camp de catégorie III, qui, bien que ne constituant pas le facteur explicatif de l'entrée de la majorité des détenus, n'en demeure pas moins significativement présente jusque dans les derniers mois de la guerre.

À cette spécificité de Mauthausen, à son rôle en particulier dans l'économie de guerre du Reich, étudié par Michel Fabréguet, s'ajoute une troisième caractéristique, géographique cette fois, qui en fait un lieu privilégié pour l'évacuation de détenus durant les derniers mois de la guerre. Sa localisation, qui le place un temps hors de portée des bombardements ennemis et en fait le camp le plus éloigné des fronts, explique le choix d'y évacuer nombre de détenus, essentiellement en 1945.

Ce sont ces trois caractéristiques, lesquelles s'interpénètrent fréquemment, qui font de Mauthausen un camp à part au sein du système et justifient le choix d'en faire un objet d'étude.

## POURQUOI LES FRANÇAIS ?

À l'échelle de Mauthausen, dans ce camp particulier du système concentrationnaire, j'ai pris le parti d'étudier un groupe national, les Français. Je voulais retracer les trajectoires ayant conduit ces hommes et ces femmes à Mauthausen et ses camps annexes jusqu'au retour, pour ceux ayant survécu à l'épreuve. La décision de ne retenir que les Français, et non les personnes parties de France, a été largement dictée par les archives du camp, puisque la nationalité est l'un des éléments retenus, avec la catégorie du détenu, le matricule et parfois l'état civil, pour l'enregistrement par l'administration du KL<sup>4</sup>.

Si la nationalité est ainsi aisément repérable dans la plupart des cas, puisqu'elle est presque systématiquement mentionnée sur les très nombreux documents administratifs, suivre les étrangers partis de France aurait été beaucoup plus délicat. À l'exception de ceux transférés à Mauthausen directement depuis la France ou après un court transit dans un autre camp, la prise en compte de la totalité des personnes issues du contexte français aurait imposé la vérification de milliers de patronymes, avec des résultats souvent peu satisfaisants. Dans cette logique, il eût fallu nécessairement prendre en compte en particulier le cas

des républicains espagnols, qui diffère à bien des égards de celui des Français. Transférés à Mauthausen majoritairement depuis les *Stalag*, sans que le gouvernement de Vichy se soit soucié de leur sort, ils s'y voient attribuer le triangle bleu des apatrides, entre août 1940 et la fin de 1941, à une période où seuls quelques Français ont franchi la porte du camp central. De plus, les décisions conduisant à leur transfert en ex-Autriche sont indépendantes des politiques répressives mises en place par l'occupant dont sont victimes la plupart des détenus français.

Les conséquences de ces divergences chronologiques sont multiples : alors que les Français intègrent un univers cosmopolite, devenu tentaculaire par l'ouverture de nombreux camps annexes et fonctionnant à plein régime, les Espagnols sont, avec les Polonais, les Soviétiques et les Tchèques, les premiers détenus non allemands ayant franchi le portail d'une forteresse qui ne compte à cette période qu'un seul véritable *Kommando*, Gusen, vers lequel une majorité d'entre eux est dirigée. Les Français y entrent en nombre à partir de 1943, année de la prise de conscience accrue par les autorités nazies de l'intérêt économique des camps, de l'éclatement du système bipolaire de Mauthausen-Gusen, mais aussi du début de l'enfouissement des usines essentielles à l'effort de guerre allemand et d'un accroissement des effectifs du camp, en raison de l'échec du *Blitzkrieg* et du besoin toujours plus important de main-d'œuvre qu'il sous-entend.

C'est aussi le cadre national au sein duquel se sont souvent constitués les groupes d'entraide et de résistance internes dans les camps, sans que certes on puisse parler d'étanchéité entre les groupes nationaux. Cela conforte les précédents motifs du choix de la nationalité comme cadre d'analyse.

À cela s'ajoute enfin le constat que l'imposante bibliographie sur la Résistance, les travaux portant sur les camps de concentration ainsi que ceux ayant trait au retour, à la réinsertion des survivants et à la mémoire, s'interpénétraient finalement assez peu lorsque mes travaux commencèrent. Ainsi, les études sur la Résistance n'évoquaient le plus souvent que très rapidement le destin de ses acteurs, qu'elle divisait en grandes catégories : fusillés, déportés, morts au combat, se contentant généralement de présenter un bilan des pertes. L'historiographie concentrationnaire restait, quant à elle, encore largement dans l'ignorance des processus conduisant vers les camps un nombre de personnes toujours plus important. Michel Fabréguet, auteur d'une thèse sur le camp de concentration de Mauthausen, le notait en introduction à son travail<sup>5</sup>.

Convient-il de souligner que certains Français de Mauthausen ne sont pas des inconnus, que leur notoriété ait partie liée ou non avec cette *déportation* hors de la vie qu'ils auraient eue, qu'ils ne soient pas rentrés de Mauthausen ou y aient fondé l'honorabilité dont ils bénéficièrent ensuite. Si l'on nomme Jean Cayrol (auteur notamment du texte du film d'Alain Resnais *Nuit et Brouillard*, sorti en 1956), Georges Séguy (futur secrétaire général de la CGT), Marcel Callo (figure de proue de la mémoire jociste béatifié par Jean-Paul II en 1987), le père Jacques

(immortalisé par Louis Malle dans son émouvant *Au revoir les enfants*), le R.P. Michel Riquet, Jo Attia<sup>6</sup>, Pierre Daix, prétend-on que Mauthausen ait été, avec le recul, un creuset de la célébrité ? Ce serait indigne, futile et vain. Si l'on nomme André Ulmann, figure journalistique et intellectuelle de l'avant-guerre et de l'immédiat après-guerre, mais aussi organisateur de la résistance française au *Kommando* de Melk et premier président de l'Amicale de Mauthausen, ou Émile Valley, dont nul ne connaît le nom, mais qui présida le Comité national français à Mauthausen puis fut l'homme-orchestre, l'infatigable rassembleur du peuple de l'Amicale de Mauthausen durant un demi-siècle et affronta les tempêtes politiques de l'après-guerre, on est entendu au sein de l'Amicale, mais nulle part ailleurs. Il y a toute raison de faire nôtre l'ambition d'Yves Le Maner, pour qui il est « important qu'à côté des notables de tout poil – parlementaires, généraux, énarques... – les soutiers de l'Histoire aient aussi une trace individualisée de leur passage sur la planète Terre<sup>7</sup> ».

La quête de ce savoir a été, très concrètement, précédée, puis accompagnée d'une volonté de dénombrer les Français passés par le complexe de Mauthausen, qui débute immédiatement après la libération du camp. Parallèlement à l'établissement d'une liste des présents, qui, publiée dans le journal *Libres* dès mai 1945, a permis de tenir les familles informées de la situation des leurs, les ex-détenus se sont mis en quête de toutes les informations ayant trait aux décès de Français au sein du complexe de Mauthausen. Une première liste, qui fera par la suite l'objet de nombreuses corrections, est achevée quelques semaines après la libération du camp, en juin 1945, par l'Espagnol Jose Bailina<sup>8</sup>. Après un bilan de départ plutôt juste, dont Serge Choumoff mentionne qu'il était évalué à 8 000<sup>9</sup>, en fin de compte, seuls ont été retenus pendant quatre décennies les chiffres de l'ex-déporté autrichien Hans Maršálek<sup>10</sup>, par ailleurs incontournable au sujet de Mauthausen, qui a dénombré 13 000 Français dont 8 200 morts, chiffres inscrits encore aujourd'hui dans la pierre, sur une plaque érigée à l'entrée principale du camp en 1947, au moment du départ des troupes soviétiques (à qui était revenue la zone d'occupation où se trouvait le camp). Un autre recensement, proposé par l'abbé Jean Varnoux, auteur d'une monographie sur le *Kommando* de Melk, faisait état de 7 634 Français, à l'exclusion des femmes. Le bilan statistique n'allait redescendre à un chiffre de 9 217 Français, se rapprochant de la réalité, qu'en 1991, avec le mémoire de maîtrise de Céline Lesourd portant sur l'étude démographique du groupe national français à Mauthausen, élaboré sous la direction de Jacques Bariéty et Michel Fabréguet. Par son recours à l'informatique, elle a ouvert la voie à ce qui allait constituer l'important travail de l'Amicale, auquel j'ai apporté depuis une dizaine d'années mon concours, visant à proposer, au moyen d'Internet, le parcours individualisé de chaque Français passé par Mauthausen, au sein d'un « III<sup>e</sup> Monument » virtuel mis en ligne depuis novembre 2007<sup>11</sup>. Les corrections apportées au travail de Céline

Lesourd ne changent que peu le bilan statistique. L'étude des dossiers individuels (sur lesquels nous reviendrons et qui contiennent presque tous des actes d'état civil) permet toutefois de mettre en exergue les problèmes du critère national, en raison des pratiques d'enregistrement mais également du recours à la dénaturalisation (concernant presque exclusivement les juifs). De même, par l'utilisation de nouvelles sources permettant d'apporter nombre de corrections orthographiques, des doublons ont pu être repérés dans le cas de détenus ayant reçu plusieurs immatriculations. Ont également été ajoutés un certain nombre de Français qui n'ont pas été immatriculés, qu'ils soient décédés immédiatement après leur arrivée avant d'avoir subi les formalités d'enregistrement ou qu'ils aient été dirigés directement vers les *Kommandos* de travail sans passer par le camp central. Ce sous-enregistrement, évalué par Michel Fabréguet (indépendamment de la nationalité des détenus) à plusieurs milliers<sup>12</sup>, le manque de sources concernant les premières années d'existence du camp ainsi que l'absence de documents permettant d'établir avec certitude la nationalité de nombre de personnes enregistrées comme françaises nous interdisent cependant de connaître le nombre précis des Français passés par Mauthausen.

#### DES HOMMES DÉPORTÉS, DES INTERNÉS CONCENTRATIONNAIRES

Si l'on peut considérer qu'est écrite l'histoire du complexe concentrationnaire de Mauthausen, il importe donc de replacer au centre du propos l'Homme, à bien des égards absent des études portant sur les camps, et souvent présenté à travers le seul prisme des souffrances endurées. Mon propos est de produire la connaissance la plus rigoureuse possible des parcours de ces hommes et des femmes qui ont subi l'épreuve de l'internement dans le complexe concentrationnaire de Mauthausen. Pour quels motifs et selon quels processus ont-ils été amenés à endurer les affres du camp autrichien ? Pourquoi à Mauthausen ? Au-delà de la tenue rayée, des images d'empilements de cadavres et de pauvres hères faméliques, largement véhiculées dès la Libération, quelles ont été au sein du complexe concentrationnaire de Mauthausen leurs conditions de survivance, qui, passée la première impression, sont loin d'avoir été uniformes ?

Il s'agit de cerner, dans la masse des détenus, la conscience de groupes constitués principalement avant l'arrivée au camp, prenant en compte à la fois les circonstances et les conditions ayant présidé à leur constitution, le sentiment d'appartenance à des entités fondées sur des critères organisationnels antérieurs à l'internement (groupes de résistance), déterminismes géographiques (hommes arrêtés lors d'une même opération de police touchant un territoire restreint), sociologiques, confessionnels. Comment tabler sur la persistance de ces groupes,

une fois le détenu intégré au système concentrationnaire ? Qu'en fut-il, sous ce prisme, des arrivants tardifs, de leur possibilité de s'y agréger ? En d'autres termes, peut-on produire la connaissance des convictions collectives, qu'on a toute raison *a priori* de croire un facteur important de préservation de soi en territoire aussi notoirement hostile ? En contrepoint, ce sont les possibilités morales, physiques et matérielles de survie qui viennent à l'esprit.

En prolongement, l'on est amené à s'interroger sur le maintien après la guerre des liens noués lors de cette expérience extrême, notamment au sein d'une Amicale dont la vocation était de réunir les déportés et les familles de disparus de Mauthausen et de ses *Kommandos*. De l'étude des trajectoires collectives et individuelles jaillissent des interrogations sur les continuités et les ruptures, étant entendu que les séquences sont vécues selon la situation matérielle et mentale de chacun. Un exemple éloquent : pour le résistant, la déportation ne constitue souvent que le prolongement de l'action antérieure, tandis que la victime d'une opération de représailles appréhende tout autrement son internement, et les « zones de rupture » divergent selon les cheminements individuels.

Statistiques aussi pour cerner les volontés et convictions actives. Indispensable à l'analyse, la catégorisation des individus comporte cependant un aspect réducteur, qu'il est possible d'amoindrir en proposant plusieurs grilles de lecture pour un même phénomène. Il s'agit bien de tenter de redescendre autant qu'il est possible à l'échelle de l'individu, afin de conforter les résultats statistiques obtenus, ou, au contraire, de les nuancer : on peut dégager des tendances, non des déterminismes.

## UNE HISTOIRE INCARNÉE

L'histoire de Mauthausen, comme celle de la Résistance, a d'abord été écrite par ses acteurs. Un besoin d'histoire dont une association mémorielle est porteuse : il s'agissait pour eux de se réapproprier leur destin. On doit la première synthèse à un historien de métier, Michel de Boüard, parue dans un numéro spécial de la *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale* de 1954 sur le système concentrationnaire nazi, suivie en 1962 d'un second article portant sur Gusen, principal *Kommando* dépendant de Mauthausen<sup>13</sup>. Deux ans plus tard, c'est encore Michel de Boüard qui fournit la première étude sur la répression menée en France occupée<sup>14</sup>. Synthèse sans concession d'un ancien déporté mettant l'accent sur des phénomènes ne pouvant encore être entendus de ses anciens compagnons, il est sommé par l'Amicale de Mauthausen d'émettre un rectificatif, il s'exécute, mais il n'interviendra plus sur le sujet après 1964. Il n'en demeure pas moins nécessaire de souligner le caractère novateur de ses travaux que ses prises de position dans les années 1980 dans le cadre de l'« affaire Roques »



ne sauraient en aucun cas éclipser. Il fallut alors attendre la thèse de doctorat d'Olga Wormser-Migot<sup>15</sup> pour que se développent réellement et durablement les recherches sur Mauthausen, suite à une grave erreur de l'historienne sur l'absence de chambre à gaz dans les camps de l'Ouest, affirmée dès l'introduction. Les étapes de cette enquête voulue et conduite par l'Amicale de Mauthausen sont à la fois assez bien connues aujourd'hui et minorées, voire calomniées : ce sont les travaux novateurs de Serge Choumoff sur les gazages, la création, au sein de l'Amicale, d'une « commission pour l'histoire<sup>16</sup> », et finalement la démarche qui aboutit, *via* la sollicitation de Jacques Bariéty, professeur à la Sorbonne, à la proposition faite au normalien Michel Fabréguet de mener à bien une thèse sur Mauthausen.

L'historiographie concernant Mauthausen est aussi à replacer dans le cadre plus large des recherches sur le système concentrationnaire nazi. Les premières études sur les camps, les présentant comme des entités où l'absurde régnait en maître, se plaçaient dans la droite ligne des témoignages publiés pour certains seulement quelques mois après la libération. Un tournant historiographique, venu d'Allemagne, s'est opéré dans les années 1960 avec la publication en 1963 des travaux d'Enno Georg (*Die wirtschaftlichen Unternehmungen der SS*), suivis par ceux de Joseph Billig<sup>17</sup>, orientant durablement l'étude des camps sous un angle économique, et même sortant du cadre concentrationnaire avec les travaux d'Ulrich Herbert portant sur les diverses catégories de travailleurs forcés<sup>18</sup>. La thèse de Michel Fabréguet, soutenue en Sorbonne en 1995 et publiée en 1999, qui développe les fonctions économiques du camp, s'inscrit pleinement dans ce courant.

## DES SOURCES NOMBREUSES ET MÉCONNUES

Contrairement à bien des camps, Mauthausen n'a pas été évacué et a continué de fonctionner jusqu'aux derniers jours de la guerre en Europe. La quantité de listes, statistiques et rapports journaliers s'en est trouvée du même coup largement préservée de la destruction (grâce notamment au concours essentiel des détenus), en faisant l'un des camps, avec Buchenwald notamment, pour lesquels la documentation est la plus riche<sup>19</sup>. Disons-le d'emblée : s'agissant des archives du camp à proprement parler, nombre d'entre elles ont déjà fait l'objet d'un examen par mes prédécesseurs, en particulier Céline Lesourd, Stéphanie Vitry et bien entendu Michel Fabréguet pour le milieu universitaire, mais également par Serge Choumoff dans le cadre de ses nombreuses recherches, menées notamment au sein de la « commission pour l'histoire » de l'Amicale de Mauthausen. J'ai toutefois systématisé, d'une part, l'étude de certaines d'entre elles, en particulier les listes de transferts internes à Mauthausen ou avec d'autres camps du système



concentrationnaire, et effectué, d'autre part, le dépouillement non encore entrepris de l'ensemble des fiches individuelles (*Häftlings-Personal-Karten* – HPK) des détenus. Enfin, j'ai élargi les recherches à d'autres camps ayant connu des mouvements de détenus impliquant Mauthausen quand cela s'est avéré possible, ce qui a été largement le cas avec les camps de Buchenwald et de Dachau, dans une moindre mesure avec celui de Sachsenhausen.

Malgré tout, les archives du système concentrationnaire ne permettaient pas de comprendre ce qui avait pu amener ces milliers de Français à connaître les atrocités du complexe autrichien. Pour cela, les dossiers de demande de titre de déporté politique ou de déporté résistant ont été fort éclairants, ainsi que les dossiers de demande de mention « mort pour la France » conservés au DAVCC à Caen, en particulier depuis la décentralisation des archives du secrétariat d'État aux Anciens Combattants sous le ministère de Louis Mexandeau. L'étude de ces dossiers, qui constitue, avec celle des archives des camps, le socle de cette recherche, a été préférée à celle des demandes de carte de combattant volontaire de la Résistance (CVR) qui, outre leur dispersion géographique, étaient loin de couvrir la totalité des Français passés par Mauthausen ou l'un de ses camps annexes, tous n'ayant pas été arrêtés en raison d'une activité résistante. Documents administratifs établis en vue de l'obtention d'un titre, mais également d'une pension, parfois renseignés de manière à « coller au profil » présenté par les décrets, très imparfaits dans les renseignements qu'ils fournissent, ils n'en demeurent pas moins d'un intérêt majeur. L'ampleur du travail que leur dépouillement exhaustif exige, si l'on considère que chaque dossier comporte souvent plusieurs dizaines de feuillets, n'est cependant pas à déplorer au regard de leur très grande richesse et de leur utilité indéniable, à condition de bien vouloir appliquer les règles de la critique historique aux nombreuses pièces d'archives et administratives qu'ils contiennent. Tantôt répétitifs et impersonnels, à l'image de la répression qui s'abat aveuglément dans le cadre des grandes opérations de représailles, fourmillant de précisions dans d'autres cas, ils peuvent être l'objet d'une double lecture, en s'intéressant à ce qu'ils veulent bien nous dire, mais également à leurs silences. Ainsi, ce sont parfois les résistants ayant le plus respecté les règles de sécurité imposées par la clandestinité qui, du même coup, s'avèrent avoir du mal à prouver leurs actions tandis que d'autres, moins impliqués, mais ayant d'utiles connaissances, rencontrent moins de difficultés. Dans d'autres cas encore, la notoriété même du demandeur se suffit à elle-même. C'est pourquoi certains dossiers, de prime abord polarisant l'attention, d'hommes et de femmes ayant joué un rôle essentiel au sein de la Résistance ont pu se révéler décevants, tandis que d'autres livraient par surprise des précisions essentielles, confortant mon refus méthodologique de procéder à un échantillonnage, puisqu'il n'est pas possible de préjuger des pièces les plus dignes d'intérêt. Remplis par une très large majorité des survivants ou des familles des détenus décédés, ces dossiers

permettent d'approcher non seulement le profil sociologique de ces hommes et de ces femmes, mais aussi le phénomène résistant dans toute sa diversité, depuis sa base jusqu'à ses cadres les plus connus, mais également un large éventail de personnes victimes des politiques répressives mises en œuvre par les autorités françaises ou par les forces d'occupation et évolutives dans le temps.

Sur ce volet répressif justement, malgré la masse de documents consultés, force est de constater l'impossibilité, pour un seul chercheur dans le cadre d'une thèse, de mener l'étude de la totalité des fonds d'archives qui auraient pu encore affiner hypothèses et conclusions. Ainsi tout particulièrement les archives des autorités en charge de la répression, ainsi que celles, en contrepoint, des organisations de résistance. Les Français de Mauthausen ayant été arrêtés avant même l'invasion allemande et jusque dans les derniers jours précédant la Libération, sur des territoires aux statuts différents, théâtres de politiques répressives spécifiques, se situant même parfois en dehors du territoire national de 1939, ce pour des motifs très divers allant du droit commun à la résistance organisée, en passant par les victimes d'opérations de représailles ou politiques visant tout particulièrement les communistes conduisaient nécessairement à faire des choix dans l'orientation des recherches. De nombreuses études, menées par de jeunes chercheurs dans le cadre d'un renouvellement historiographique important, se penchant sur les politiques répressives menées dans les différentes zones établies sur le sol français sont actuellement en cours d'élaboration ou d'ores et déjà accessibles au plus grand nombre, et permettront prochainement de dresser un panorama complet de ce que fut la répression en France<sup>20</sup>.

Sur la réalité du vécu au sein du camp, les archives concentrationnaires restent largement muettes et l'utilisation des témoignages s'avère incontournable. Ceux qui ont été publiés d'abord, d'accès plus ou moins aisé selon l'ampleur de leur diffusion, largement fonction de la personnalité de leur auteur. Non publiés ensuite, dont certains écrits au sein même du camp lors des longues journées d'attente précédant le rapatriement, et trouvés dans les dossiers de demande de titre ou conservés aux Archives nationales ou par l'Amicale de Mauthausen, tandis que d'autres restent circonscrits au cercle familial.

## SUIVRE L'HISTOIRE DES FRANÇAIS DE MAUTHAUSEN

La volonté de suivre le groupe national français, ou plutôt les groupes qui le composent, de cheminer avec eux, a conduit à adopter un plan chronologique, correspondant au déroulement des événements pour le détenu : de la privation de liberté aux facteurs explicatifs des transferts, qui font intervenir soit tour à tour, soit simultanément les différentes caractéristiques de Mauthausen : seul camp de catégorie III, élément important de l'économie de guerre SS, situé au

sein du « réduit alpin », longtemps loin des fronts. Il nous faudra entrer avec eux dans le camp, depuis le wagon de chemin de fer, en passant par les formalités d'usage à l'arrivée jusqu'à l'affectation des détenus au travail. Il nous faudra examiner comment les différents groupes de Français arrivés à Mauthausen se sont insérés dans cet univers cosmopolite ayant ses propres codes, au-delà de l'absurdité apparente qui pouvait s'en dégager. La confrontation des archives du camp avec les renseignements contenus dans les dossiers individuels permettra de mesurer le décalage existant entre le profil qui se dégage des uns et des autres, résultant des pratiques d'enregistrement et du travestissement de la vérité pratiqué par les détenus en vue d'augmenter leurs chances de survie. On s'intéressera évidemment à leur mortalité, omniprésente et multiforme. On s'attachera à déterminer la part de la mortalité que l'on qualifiera d'« ordinaire » en situation concentrationnaire – celle de la mortalité accidentelle dans le cadre du travail forcé – des pratiques d'assassinats de certaines catégories de détenus, soit par des opérations visant à accélérer une mort inéluctable, soit par d'autres actions frappant les individus en raison de leur judaïté ou d'actes qu'ils avaient pu commettre, sans omettre les mises à mort gratuites. Il nous faudra nécessairement observer les conditions des libérations et de la vie des survivants dans les camps libres, puis leur rapatriement et leur retour en France. Il était naturel et nécessaire de les suivre dans leur réinsertion, celle des individus et celle du groupe *anciens-concentrationnaires*, dans la société française d'après guerre.



## CHAPITRE PREMIER

### Politiques répressives et internements à Mauthausen

Le 27 janvier 1941, deux ans et demi après son ouverture, Mauthausen enregistre ses premiers détenus de nationalité française. Pendant plus de quatre ans, plusieurs milliers prendront le chemin du camp autrichien, seuls ou en groupe, depuis la France ou des territoires occupés par le Reich ou ses alliés. Les derniers y arrivent quelques jours seulement avant la libération du camp central par les Américains le 5 mai 1945. L'existence et la qualité des sources disponibles, et par là même la fiabilité des résultats obtenus par leur exploitation, sont inégales selon les périodes, les extrémités chronologiques étant les plus difficiles à aborder. Parmi les nombreuses archives du camp de Mauthausen qui ont été conservées et dont la diversité et la richesse sont remarquables, la plupart concernent les années 1943-1945. Outre la faiblesse et le caractère lacunaire de la documentation pour les cinq premières années, certaines pratiques administratives, comme la réattribution des matricules des détenus décédés ou transférés, ou bien encore les confusions quant à la nationalité des *Häftlinge*, compliquent l'étude des premiers concentrationnaires. Pour 1945, alors que les registres d'entrée et de décès semblent avoir été renseignés avec le même soin qu'au cours des deux années précédentes, le décalage entre ce qu'ils nous disent et la réalité décrite par tous les survivants (les arrivées massives, le nombre très important de morts...) atteste (indépendamment des éventuelles exagérations des rescapés) le sous-enregistrement de plus en plus important, qui s'explique tout à la fois par les pratiques exterminatrices précédant les formalités administratives d'usage, mais également par l'impossibilité grandissante de gérer ce nombre exponentiel d'hommes en provenance de toute l'Europe dans un contexte de désorganisation et de fuite en avant du régime nazi en passe de s'effondrer. Ces réalités, qui ne touchent pas exclusivement Mauthausen, posent des difficultés parfois insurmontables pour déterminer avec précision le nombre de Français arrivant au sein du complexe concentrationnaire autrichien. À l'inverse, les chiffres proposés pour les années 1943-1944 sont d'une grande fiabilité grâce à des sources importantes

et complémentaires, fruit de pratiques administratives optimisées et largement rodées et qui ne sont pas encore perturbées par l'approche de la défaite.

Étudier la genèse des arrivées des Français à Mauthausen amène à se pencher sur les politiques répressives et les processus de déportation et d'internement en KL, qui, sous leurs différents aspects, mettent en avant les spécificités du camp autrichien : son statut de camp III, sa place dans l'économie de guerre nazie, sa situation géographique qui en fait un lieu privilégié lors des évacuations de concentrationnaires.

## DÉPORTATIONS DIRECTES OU SEMI-DIRECTES AU DÉPART DE FRANCE

### 1941-avril 1943

#### *Les premiers Français : victimes d'une erreur administrative*

Le convoi de 392 Espagnols parti du *Stalag* bavarois VII A de Moosburg et arrivé le 6 août 1940 en Autriche marque le début de l'internement massif des détenus enregistrés comme *Rotsparier*<sup>1</sup> à Mauthausen, camp désigné pour recevoir cette catégorie particulière de détenus. Ayant préféré le critère national au critère spatial pour constituer le cadre de notre étude, ces derniers s'en trouvent de fait exclus. Il nous faut pourtant nous pencher sur le parcours singulier de ces exilés, puisque leur sort est également celui des premiers Français immatriculés au camp. Parmi les nombreux soldats français faits prisonniers en juin 1940 dans le département des Vosges ou du Territoire de Belfort, 30, blessés ou malades et hospitalisés à Belfort, ne rejoignent par conséquent que tardivement le *Stalag* XI B de Fallingbomel avec près de 1 500 Espagnols, ces derniers dans des wagons à bestiaux, les Français dans des voitures de voyageurs chauffées. À la différence de ceux-ci, qui ne devaient y rester que quelques jours avant de prendre le chemin de l'Autriche, selon la procédure en vigueur, les soldats français étaient destinés à y demeurer, conformément à la convention de Genève réglementant le sort réservé aux prisonniers de guerre. Le gouvernement de Vichy, indifférent au sort des Espagnols, suit en revanche de très près celui de ses ressortissants :

« Un ordre étant venu de diriger sur un camp de concentration en Autriche les Espagnols de ce convoi, le service de la *Kartei* du *Stalag* XI B a, par erreur, omis de séparer les fiches des 34 prisonniers français de celles des Espagnols, auxquels était réservé un traitement spécial. Les autorités allemandes se basant uniquement sur les fiches qui leur avaient été remises n'ont pas admis, malgré leurs réclamations, la

nationalité française des 34 détenus français. Ceux-ci ont donc été emmenés au camp de concentration de Mauthausen [*sic*] (Autriche), où ils ont dû, dans la promiscuité des condamnés de droit commun, revêtus d'ailleurs de la même tenue d'infamie, subir la très sévère discipline de ce camp<sup>2</sup>. »

Cette absence de distinction se retrouve sur la liste d'arrivée à Mauthausen. Contrairement aux convois composés de diverses nationalités, qui sont dans ce cas précisées pour chaque détenu, la liste du 27 janvier mentionne la nationalité des entrants en même temps que la date d'arrivée, sur la première page de la liste, comme c'est le cas pour la majorité des convois nationalement homogènes<sup>3</sup>.

Le 6 mai 1941, leur situation particulière est finalement reconnue<sup>4</sup> et ils retrouvent le *Stalag* XI B, après plusieurs jours de transport en voiture cellulaire, avec un arrêt chaque soir dans les prisons des villes traversées. Dans sa correspondance du 13 août, l'ambassadeur des Prisonniers de guerre auprès des autorités allemandes Georges Scapini demande, « pour compenser l'injustice commise au détriment de ces 34 prisonniers français et pour réparer le tort qui leur a été causé, du fait des services de la *Kartei* du *Stalag* XI B, [si] une mesure de libération ne pourrait être entreprise par les autorités allemandes en faveur des intéressés [...] »<sup>5</sup>. Le 26 octobre, une note de l'*Oberkommando der Wehrmacht* (OKW) signée de Rosenberg confirme à ce service la libération des prisonniers français, précisant que « ces mises en congé sont à considérer comme une faveur spéciale faite à l'ambassadeur Scapini » et que « le logement, la nourriture et le transit dans les camps de concentration allemands ne sont en tous les cas pas si mauvais qu'ils auraient justifié une mise en congé plus rapide des prisonniers de guerre en question<sup>6</sup> ».

Le 20 mai 1941, 3 Français sont à nouveau victimes des failles de l'administration du *Stalag* XI B et gagnent Mauthausen. Contrairement à leurs prédécesseurs, porteurs de patronymes français, la consonance des noms de ces trois nouveaux détenus (Barcena, Garcia et Ramon) pouvait laisser planer un doute sur leur nationalité réelle comme l'atteste le *Meldung* n° 1165 du *Stalag* XI B daté du 19 mai<sup>7</sup> (*voir page suivante*).

Selon le témoignage d'Yves Cosson<sup>8</sup>, alors employé à la *Kartei* du *Stalag* XI B, « les autorités allemandes ayant contrôlé les cartes de ces prisonniers, prétendirent qu'ils étaient de nationalité espagnole et qu'ils avaient appartenu à l'armée espagnole rouge. La Gestapo les réclama et les fit inscrire dans un convoi qui fut envoyé au camp de concentration de Mauthausen ». La Gestapo de Lüneburg se chargea de leur transfert en Autriche. La reconnaissance de leur qualité de Français prendra cette fois-ci plus de temps et, contrairement aux précédents, ils ne seront pas reconduits en *Stalag* ensemble. Julien Garcia est le premier à rejoindre le *Stalag* XVII B à Gneixendorf le 26 septembre 1941. Il est suivi le lendemain par Biamonte Ramon et le 27 octobre par Felipe Barcena<sup>9</sup>.

(Datum) 19.5.41

24. FRANZ (SPANIER)

### Zu- und Abgänge

des Kriegsgefangenen-MANN-SCHAFTS-STAMM Lagers XI B  
des Internierten:

Meldung Nr. ~~5~~

1. 165

#### Bemerkungen:

1. Die Liste ist zugleich die Meldung über die ausgegebenen Erkennungsmarken.
2. Die Abgänge sind hinter den Zugängen geschlossen einzutragen.
3. „Matrikel-Nr.“ = Nr. der Stammrolle usw. des Kr.Gef. in seinem Heimatlande.

An die

„Wehrmachtsauskunftstelle für Kriegerverluste  
und Kriegsgefangene“

Berlin

Verbindungsstelle Wehrmacht R.A.G., Berlin G 10 10

8	PL ST 182 10562	BARCENA	FILIP	20.12.03	BURGOS	MARC	RODRIGUEZ	M <sup>W</sup> BARCENA CHABOSSIERE COUVERON LOIRE INF
SPAN)	84321							
"	III DI	NANTES	NANTES	27.22	19.6.03			Am 20-5-41 VERSETZT NACH KANZ. LAGER TAUTHAUSEN (NIEDEROSTERREICH) ÜBER GETTAPO LUNEBURG



Entre-temps, le 21 juillet 1941, Juan Andreo, « devenu français par l'effet collectif attaché à la naturalisation de son père Jean Antoine (décret du 11 juillet 1935 toujours en vigueur)<sup>10</sup> », se voyait attribuer le matricule 3 185. Il ne quittera Mauthausen pour le *Stalag IV C* que le 13 juin 1943<sup>11</sup>.

En octobre, Juan Contreras est également interné à Mauthausen, bien qu'il soit français depuis 1934. Dernière victime de ces erreurs procédurales, Jean Olivarès, naturalisé français par décret du 25 mai 1940, soit moins d'un mois avant d'être fait prisonnier de guerre. Il est le dernier à être envoyé à Mauthausen en décembre 1941, se voyant attribuer le matricule 4 119 et le triangle bleu des apatrides. Ils sont les deux seuls à ne pas être libérés. Juan Contreras décède au camp central le 6 octobre 1944 tandis que Jean Olivarès est maintenu en KL jusqu'à la fin de la guerre<sup>12</sup>. Cette situation s'explique par le motif de son internement à Mauthausen. Contrairement aux deux premiers groupes, il ne s'agit pas d'un transfert de *Rotsparnier* vers le KLM, même s'il est embarqué avec eux. Détenu à Krems après avoir été fait prisonnier le 17 juin 1940, puis dans un camp de travail en Autriche à l'*Oflag XVII A* à Edelbach où furent incendiés plusieurs baraquements militaires, les autorités décident après enquête du transfert de tous les Espagnols présents à Mauthausen. En novembre 1944, il est envoyé à Dachau et enregistré comme Français, matricule 131 256. Les archives ne permettent pas de déterminer à quel moment sa véritable nationalité fut reconnue.

Après ces erreurs administratives, il faut attendre plus d'un an, excepté quelques cas individuels particuliers<sup>13</sup>, avant que de nouveaux groupes de Français n'y soient immatriculés. Il n'est cette fois plus question d'erreurs d'exécution de directives émanant des autorités allemandes, mais bien de l'application de décisions s'inscrivant dans le cadre de l'ajournement de la politique des otages en « zone rattachée » et en France occupée.

### *Les premiers otages du Nord-Pas-de-Calais...*

Le 18 juin 1940, une décision de Hitler officialise le rattachement des départements du Nord et du Pas-de-Calais au *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich* (MBB). Depuis Bruxelles, l'autorité militaire prend en charge la politique répressive dans ces deux départements<sup>14</sup>. Le camp de Mauthausen n'est dans un premier temps pas concerné par les déportations organisées depuis cette zone, qui commencent dès 1941 avec celle des mineurs arrêtés lors de la grande grève des mois de mai-juin, déportés par la suite à Sachsenhausen. Pour Mauthausen, c'est l'ajournement de la politique des otages<sup>15</sup>, à la fin avril 1942, qui marque le début des transferts de Français issus de la zone rattachée vers l'Autriche. Plutôt que de les fusiller comme précédemment, le choix est fait de

les déporter selon des procédures particulières, sans pour autant leur enlever leur qualité d'otage.

C'est dans ce contexte où la déportation se substitue aux exécutions que se placent les premières arrivées à Mauthausen de Français issus du Nord-Pas-de-Calais. Appartenant à la première désignation d'otages à déporter suite au vol, le 2 mars 1942 à Bailleul, de deux mitrailleuses et de 600 cartouches, 25 hommes sont transférés à ce titre le 4 juin à la prison d'Aix-la-Chapelle qu'ils quittent le 13 en direction de Mauthausen. Après un passage à Cologne et à Munich<sup>16</sup>, ils entrent au camp le 20 juin. Dans ce groupe se trouvent 20 Français, qui sont immatriculés dans la série des 10 400. La plupart sont connus des autorités : anciens militants du parti communiste, plusieurs avaient déjà été arrêtés (notamment en juin 1941 lors de la grève des mineurs), et même parfois jugés, tantôt par un tribunal allemand, comme Benoît Buys, jugé le 28 avril 1941 à Arras dans une affaire de sabotage et acquitté faute de preuves<sup>17</sup>, tantôt par la Section spéciale de Douai<sup>18</sup> tel Jean Brassart, condamné à deux mois de prison en juillet 1941 pour distribution de tracts communistes et libéré une fois purgée sa peine le 6 août de la même année<sup>19</sup>.

« Entre ce premier transport [parti de la citadelle d'Huy le 4 juin 1942] et le mois de juillet 1943, 167 otages du Nord-Pas-de-Calais sont extraits des prisons belges de Louvain et de Huy pour être dirigés vers l'Autriche<sup>20</sup>. » Ces 167 hommes n'ont pas tous la nationalité française. Figurent parmi les désignés plusieurs Polonais, nombreux dans ces régions minières, ainsi que des Tchèques et des Yougoslaves.

Loin d'être le fruit du hasard, la destination de ces ex-otages est précisée dès le 21 juillet 1942 dans une directive stipulant qu'ils doivent être « remis au SD-Brüssel qui se charge de leur transfert vers le camp de concentration de Mauthausen, selon la procédure de *Schutzhaft*. Perdant alors leur statut d'otages, ils sont classifiés *Nacht und Nebel* et le secret le plus strict leur est imposé<sup>21</sup> ». Le recours à cette procédure spécifique s'explique tout autant par la possibilité de ne pas divulguer le sort réservé aux détenus que par les faits qui leur sont reprochés. Destinés dans un premier temps à être fusillés, c'est fort logiquement que ces hommes sont envoyés vers le seul camp de catégorie III du système concentrationnaire.

La composition du deuxième convoi arrivé à Mauthausen le 5 septembre n'est pas différente : là encore il s'agit de militants communistes connus comme tels. Ils sont rejoints le 9 octobre par 29 Français ayant transité par la prison de Louvain où ils étaient arrivés les 19 mars (pour 23) et 21 mai 1942<sup>22</sup>. Pareillement aux deux transports de l'été, les détenus transitent une semaine à la prison d'Aix-la-Chapelle à compter du 2 octobre. Comme pour les arrivants du 20 juin, le Nord est surreprésenté, avec 23 détenus contre 7 pour le Pas-de-Calais, contrairement au 5 septembre où on ne comptait que des mineurs originaires de Lens

# TABLE

<i>Évolution de la présence des Français au sein du complexe concentrationnaire de Mauthausen</i> .....	428
L'approche de la fin .....	433

## CHAPITRE VI

### Derniers mois : évacuations, libérations et retours

437

LES DERNIERS FLUX DE DÉTENUS .....	437
<i>Les marches de la mort</i> .....	437
<i>Les libérations anticipées par la Croix-Rouge internationale</i> .....	440
LA LIBÉRATION DU CAMP CENTRAL PAR LES AMÉRICAINS .....	446
<i>Comités national et international à la libération</i> .....	446
<i>Les journées des 5 et 6 mai 1945</i> .....	448
<i>Du 7 au 19 mai 1945</i> .....	458
Maintenir l'ordre .....	459
S'organiser .....	460
Assister les malades .....	464
Témoigner .....	470
Recueillir des documents .....	474
Attendre le rapatriement .....	475
LES LIBÉRATIONS DES KOMMANDOS DE LINZ, D'EBENSEE ET DU LOIBL PASS .....	484
<i>Linz</i> .....	484
<i>Ebensee</i> .....	490
<i>Loibl Pass</i> .....	502
LA LIBÉRATION : UN NON-ÉVÉNEMENT ? : « ON N'EST PAS LIBÉRÉ PAR L'OUVERTURE D'UN CAMP » .....	503
LES CHEMINS DU RETOUR .....	505
<i>Les hospitalisations</i> .....	505
<i>Les rapatriements depuis Mauthausen...</i> .....	508
<i>... et de Linz, d'Ebensee et du Loibl Pass</i> .....	511
<i>L'accueil des rapatriés</i> .....	514

CHAPITRE VII  
L'après-Mauthausen  
521

RESCAPÉS .....	522
« <i>Les retrouvailles, je les avais imaginées autrement</i> » .....	522
<i>L'état de santé des survivants</i> .....	526
<i>Reprendre une activité professionnelle</i> .....	528
SE REGROUPER ET FAIRE VALOIR SES DROITS .....	531
« <i>Unis comme au camp</i> » ? .....	532
<i>Les dossiers de demande de titres de déporté politique et résistant</i> .....	538
Le statut de déporté politique .....	541
Le statut de déporté résistant .....	542
LES SURVIVANTS DANS LA GUERRE FROIDE :	
ENTRE PRISES DE POSITION ET SILENCES .....	548
<i>L'immédiat après-guerre : les procès Kravchenko</i> <i>et des Lettres françaises</i> .....	549
<i>Le vent se lève à l'Est</i> .....	553
LA JUSTICE ET L'HISTOIRE, ENTRE ATTENTES ET INSATISFACTIONS .....	557
<i>Les principaux procès d'anciens criminels de Mauthausen</i> .....	557
<i>Face à l'Histoire : désirs, craintes et désillusions</i> .....	561
La thèse « assassinée » d'Olga Wormser-Migot .....	563
L'affaire Roques .....	568
À la recherche des archives .....	576
La thèse de Michel Fabréguet .....	577
Mauthausen, des pierres qui parlent ? .....	582
Conclusion .....	583
Notes .....	591

ANNEXES

Une épreuve salutaire par <i>Daniel Simon</i> .....	675
Sources .....	679
Bibliographie sélective .....	685
Table des abréviations .....	705
Remerciements .....	707
Index des noms de personnes .....	709